



Ce projet est cofinancé par
l'Union européenne



Renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les provinces du Soum et du Loroum **RESI SOLOR**



Fonds fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique (FFU)

Le Fonds Fiduciaire de l'Union européenne a été créé pour répondre aux crises touchant les régions du Sahel, du lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord.

Le renforcement de la résilience des communautés, des groupes vulnérables et des individus face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones frontalières les plus touchées par l'instabilité constitue un des socles de la réponse par la mise en œuvre d'actions complémentaires et coordonnées.

Projet RESISOLOR

L'assistance s'articule autour de plusieurs actions qui permettent l'amélioration des besoins alimentaire et leur diversification, le renforcement des moyens d'existence, l'accès aux services sociaux de base, et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Un travail est fait en amont dans une perspective long terme pour le renforcement de la gouvernance avec l'implication des collectivités locales et les services techniques déconcentrés de l'Etat. La cohésion sociale est facilitée par la mise en place de dialogues structurés entre l'Etat, les élus et les communautés avec des synergies d'action. L'approche adoptée pour garantir la durabilité des résultats est le transfert de compétences vers les OSC, les services techniques communaux et déconcentrés de l'Etat et les autorités politiques. La stratégie utilisée pour permettre la résilience des groupes vulnérables s'appuie sur un accompagnement de proximité bien adapté aux besoins ainsi que l'inclusion de ces groupes tout au long du processus.

- ✦ Durée : 33 mois, de mai 2017 à janvier 2020
- ✦ Localisation : 6 communes dont 4 dans la province du Som (Pobé Mengao, Kelbo, Tongomael, Djibo) et 2 communes dans la province du Loroum (Titao, Ouindigui)
- ✦ Financement UE : 5 263 158 M€



135 000 services sociaux
de base concernés

25 900 personnes
bénéficiaires d'assistance
alimentaire et filets sociaux

50 000 personnes
bénéficiaires d'assistance
nutritionnelle

6 communes bénéficiaires d'une
gestion des risques et des
catastrophes

2 000 conseillers et acteurs
communautaires impliqués dans la
gouvernance locale et le plaidoyer

Zones d'intervention du RESILOR



Volets d'intervention



Santé et Nutrition

✦ Des activités sur la santé nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement pour au moins 65 000 enfants de moins de 5 ans et 70 000 femmes enceintes et femmes allaitantes



Sécurité alimentaire et moyens d'existence

✦ Mise en place de filets sociaux, cash transfert et vivres pour 25 900 personnes dont 12 000 bénéficient en plus d'activités de production pluviale et maraichère, activité génératrice de revenu et cheptel
✦ L'accès à l'alimentation des ménages les plus pauvres et l'augmentation de leurs capacités productives sont améliorées par la mise en place des filets sociaux et le soutien à leurs moyens d'existence



Gestion des risques et des catastrophes :

✦ Les populations et structures déconcentrées de l'Etat développent durablement leurs capacités en gestion des risques et des réponses aux catastrophes



Gouvernance Locale et Plaidoyer

✦ Promotion du dialogue structuré entre autorités communales et populations
✦ Renforcement des capacités techniques et institutionnelles des communes
✦ Des activités d'appuis aux communes pour 2 000 personnes
✦ Des activités multisectorielles pour 10 500 personnes



Sensibilisation / changement de comportement

✦ L'offre des services de santé, l'accès à l'eau et l'assainissement ainsi que les connaissances, attitudes et pratiques pour la prévention de la malnutrition sont améliorées au niveau des communautés ciblées
✦ Les capacités des acteurs locaux dans la planification, la coordination et le suivi des actions de sécurité alimentaire et nutritionnelle et la gestion des risques et la réponse aux désastres sont renforcées

Principaux objectifs

✦ Amélioration de la prévention de la malnutrition (enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes, femmes allaitante) et de l'accès des ménages et groupes vulnérable aux services sociaux de base.

✦ Renforcement de la capacité des institutions locales et des communautés pour assurer la bonne gouvernance en sécurité alimentaire, nutrition et santé.

